



**VISA, 22 ans de luttes
contre l'extrême-droite...
Et ce n'est pas fini !**



In Mémoriam

A l'occasion de ce petit fascicule nous tenons à rendre hommage aux camarades d'ISA et de VISA qui ont contribué à notre combat et qui ont disparu trop tôt; ils nous manquent toujours.

MAURICE BEERBLOCK (dit MOMO) : d'abord réalisateur à la télévision belge, puis archiviste à «Libération» où il était syndicaliste CGT, Momo a été un des animateurs de Ras l'Front de la première heure puis de sa Commission Syndicale et de ses bulletins ISA. Il a été une des chevilles ouvrières de la première «rencontre syndicale antifasciste» de mars 1997. Il est décédé en janvier 1998.

HERVE ALEXANDRE : dirigeant syndical de la FGTE-CFDT, un des premiers syndicats ayant rejoint notre association, puis à partir de fin 2004 militant du SPASMET-GROUPE DES DIX (SOLIDAIRES), Hervé a rejoint ISA en octobre 1998. En 2000, il devient le premier président de VISA. Il mit sa compétence, ses talents d'organisateur, d'animateur et d'écriture au développement de VISA et à la transition du bulletin-papier vers notre site internet. Il est décédé en Avril 2006.

BERNARD FREJABUE: Militant syndical de la première heure de SUD PTT 13, Bernard travaillait au service des chèques postaux à Marseille. Engagé depuis toujours dans le combat antifasciste, c'est lui qui, en 2013, est à l'initiative de la création de VISA 13, première déclinaison locale de VISA. Après avoir tenu bon pour une dernière journée internationale des travailleurs, il s'est éteint aux premières heures du 2 mai 2016.

BERNARD ISNARDON: Militant de SUD RAIL PACA, Bernard était également un des piliers de Solidaires 13. Récemment retraité, il avait décidé de représenter son syndicat à VISA 13 et avait participé à plusieurs réunions. Il nous a malheureusement quitté trop tôt en juillet 2018.



SOMMAIRE

- 4 **1990 / 1995 au commencement**
- 9 **1996**
- 13 **1997**
- 19 **1998 / 2000**
- 25 **2001**
- 29 **2002**
- 33 **2003 / 2005**
- 37 **2006 / 2010**
- 41 **2011 / 2012**
- 45 **2013 / 2014**
- 51 **2015 / 2018**



1990 - 1995 au commencement

Tout commence en 1990 avec la naissance de Ras l'front. Ce réseau associatif est créé à la suite de «l'appel des 250» dans le but de lutter contre le Front National et ses idées.

Ras l'front avait pour vocation de créer et de stimuler un « mouvement de résistance et de vigilance » contre le fascisme . Elle s'adressait aux citoyens , aux associations, aux syndicats et aux partis politiques pour combattre le Front national, ses alliés et les partis considérés comme défendant les mêmes idées. Ce réseau se voulait indépendant, politiquement comme financièrement. Il était composé de collectifs autonomes et agissait également de façon locale.

C'est à partir de l'année 1996 qu'une commission syndicale antifasciste est créée à l'intérieur du réseau. Cette commission publie des

brochures sous l'intitulé «**ISA**» **Informations Syndicales Antifascistes**. Elle organisera des **Rencontres syndicales contre le fascisme** en 1997, 1998 et 2000 à Paris et à Montreuil.

CONTRE LE FASCISME,
Ras l'front

Logo du réseau Ras l'front
créé en 1990

L'appel des 250 [extraits]

En mai 1990, 250 personnalités lançaient un appel à passer à la contre-offensive contre le fascisme et le racisme, contre le Front national

« La montée en puissance d'un parti fascisant et raciste met la France à l'heure de tous les périls.

Ses avancées sont faites de nos reculs.

Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affirmons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste.

Au sommet, l'équipe dirigeante du FN applique avec une ténacité cynique sa stratégie de conquête du pouvoir.

Par glissements progressifs, elle réussit à banaliser l'inconcevable. Qui eût cru, voici seulement dix ans, qu'un parti français exhiberait, sur ses estrades, en qualité d'allié privilégié, un ancien Waffen SS ? Qui eût dit que l'immondice antisémite recommencerait de tomber chaque semaine de la bouche des dirigeants du FN et de leurs alliés ? Qui eût envisagé que, dans une obscène provocation au meurtre, l'assassinat à répétition de jeunes immigrés serait qualifié par Le Pen d'incidents ?

Il y a dix ans, le droit de vote des immigrés aux élections locales était inscrit au programme du candidat de la gauche aux élections présidentielles. En 1988, sous la pression raciste, il était évacué de ce programme.

Si nous devons être battus, c'est que nous n'aurons pas eu le courage de nous battre.

Le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'un consensus bourbeux avec une droite déjà largement contaminée. Il ne peut l'être que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs. Il le sera par la mobilisation de ceux et de celles qui, par-delà différences et clivages, sont résolus à stopper le FN à tout prix, par tous les moyens, à tous les niveaux, et de manière permanente. La bataille doit être livrée devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue.

Face au FN, il faut mettre en place un front de résistance, qui donnera un coup d'arrêt à ces entreprises et imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme. Nous en appelons aux partis et aux organisations progressistes pour qu'ils créent, dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire. Un premier objectif devrait être la préparation d'une manifestation nationale massive rassemblant toutes celles et tous ceux qui sont résolus à barrer le chemin au racisme fasciste. L'heure n'est plus aux constats attristés et aux déplorations.

Le temps de la contre-offensive est venu ! »



Affiche du réseau Ras l'front
éditée en 1997

1er Mai 1995

Depuis 1988, le Front National décide, en même temps qu'il «honore» Jeanne D'arc, d'organiser un défilé le 1er Mai pour «briser le monopole syndicalo-gauchiste». Le 1er mai 1995 deux évènements marquèrent ce défilé.

D'abord quelques nervis issus de la manifestation frontiste assassinèrent Brahim Bouarram en le jetant dans la seine au pont du Carroussel.

A la fin du défilé fasciste, place de l'Opéra, les militants de Ras L'Front organisèrent un comité d'accueil: deux banderolles sont déployées, place de l'Opéra, l'une depuis le «Grand Hotel», l'autre sur la façade de l'Opéra lui même au grand dam des militants du FN et de la famille Le Pen qui se trouvait au balcon de l'Hôtel.



ACADEMIE NATIONALE DE MUSIQUE

NON AU RACISME
NON AU FASCISME

**LA FRANCE
POUR
TOUS LES FRANÇAIS**



Le 3 mai 1995, des milliers de manifestants marchent en mémoire de Brahim Bouarram

1996



L'année 1996 marque la naissance d'une commission syndicale à l'intérieur de Ras l'front: Initiative Syndicale Antifasciste (ISA). Cette commission impulse dès lors plusieurs initiatives pour rassembler les organisations syndicales.

Le 10 mai 1996, Ras l'front est à l'initiative d'un meeting de syndicalistes contre le fascisme. A l'issue de cette rencontre, des échanges sont engagés avec la CGT et la CFDT.

Le 21 mai 1996 ISA rencontre le SNUI (Syndicat National Unifié des Impôts) et à la suite des membres du FDSU (Fédération des syndicats Unitaires) qui regroupe autre le SNUI, le SNUDDI (Douanes et Droits Directs), le SNACCRF (Consommation, Concurrence, et répression des fraudes) ou encore le SPASET (Syndicat du Trésor Public).

Ensuite auront lieu rapidement des rencontres officielles avec des représentants de la CFDT, de la CGT et de SUD.

En Août 1996, ISA sort un « bulletin de naissance » rappelant les rencontres syndicales effectuées avec les syndicats ayant la volonté de faire un travail unitaire contre les idées du FN.

Dès 1995, des dossiers croisant les thématiques du syndicalisme et de l'antifascisme sont régulièrement publiés par Ras l'front.

- «Fascisme et ouvrier» **avril-mai 1995**
- «Allemagne 33: de la récupération du 1er mai à l'écrasement de syndicats» **juin 95**
- «Syndicats: antifascisme et syndicalisme: deux engagements complémentaires et nécessaires» **novembre 95**
- «Crise - Le FN dans la salle d'attente» **décembre 96**
- «FN et Sécu: derrière l'incohérence, l'apartheid» **janvier 96**
- «Flash-back: le FN et le mouvement social» **février 96**
- «Ecole et éducation dans le viseur du FN» **mars 96**
- «Le Front National contre les syndicats et le social» **mai 96**

Extraits du bulletin n°0 d'ISA
publié en août 1996

« ISA devra permettre d'échanger les informations, les analyses, sur les difficultés rencontrées, construire des synthèses, tout en visant l'objectif ambitieux que nous nous sommes fixé sur le moyen terme, à savoir participer à la mise en mouvement, dans sa pluralité et sa diversité, mais de manière convergente, du champ syndical contre le fascisme. »

Depuis 1996 et ce jusqu'en 1998 Le FN tente de s'implanter dans le monde du travail de manière visible et multiforme avec, en particulier, la volonté de créer des structures estampillées « FN » (Front National, Force Nationale...) Les réactions syndicales sont nombreuses, souvent unitaires et permettent de gagner la bataille juridique contre les faux syndicats FN en 1998.

Plusieurs organisations syndicales se réunissent en mars 1996 à Saint-Denis et lancent cet appel

L'appel des syndicalistes, mars 1996

TOUS ENSEMBLE CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME

« **Nous, syndicalistes, nous inquiétons de la progression menaçante du Front National. Ce dernier s'enracine dans les milieux populaires et ouvriers comme les élections de 1995 en témoignent.**

« **Masquée derrière des propositions prétendument sociales, son orientation est basée sur la remise en cause de la protection sociale, du secteur public, de l'Education Nationale, des libertés syndicales.....**

« **Pendant le mouvement social de novembre-décembre 1995, il n'eut pas de mots assez durs contre les syndicats « parasites » et le droit de grève des fonctionnaires.**

« **Passant de la parole aux actes, les maires de Toulon et Nice décidèrent la fermeture des bourses du travail.**

« **Le Front National appelle aussi ses militants à une vaste offensive dans tous les milieux socio-professionnels, en créant parfois des « syndicats-FN » comme dans la RATP et la police.**

« **Il détourne le 1er mai de sa signification et tente de se l'approprier en organisant ce jour-là son propre défilé. La violence drainée par cette manifestation a déjà tué à Paris, le 1er mai 1995, Brahim Bouaram a été assassiné au passage du cortège fasciste.**

« **Nous, syndicalistes affirmons ensemble :**

- **La vigilance s'impose devant les menées de ces forces démagogiques et racistes qui cherchent à nous diviser pour mieux vaincre.**

- **Le 1er mai doit rester cette journée de lutte où travailleurs et chômeurs, français et immigrés, hommes et femmes, se retrouvent solidaires. L'Extrême Droite n'y a pas sa place.**

« **Le danger renaît, profitant de la crise et de son cortège de misère ; nous réaffirmons doc ici que les luttes syndicales et antifascistes sont indissociables et que notre combat doit en être l'illustration quotidienne. »**

CGT, FSU, CFDT, SUD, UNEF, FPT CNT AIT, SNES, SNUI, SPASET, SNUASEN

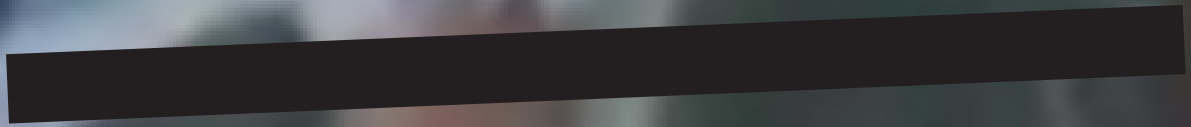
Le 22 octobre 1996, à Paris, alors qu'une manifestation est organisée par les principales confédérations ouvrières, un groupe de deux cents retraités s'apprête à rejoindre le défilé. Rien ne les distingue des autres manifestants, si ce n'est leur bande-roule... aux couleurs du Front national (FN). Membres du Cercle national des préretraités et retraités (CNPR), officine du FN, ils sont là pour défendre, à leur façon, les retraites des travailleurs... français. Contenus par des militants syndicalistes et du mouvement antifasciste Ras l'front, ils devront faire demi-tour.

Le même mois, à Rouen, une réunion intersyndicale réunie 100 militant-e-s sous le titre « Front National, une percée qui fait peur ». Un collectif syndical départemental antifasciste s'est constitué.

Le 9 février 1997, les Megret accèdent à la mairie de Vitrolles. Une victoire de plus pour le FN après celles de Marignane, Toulon et Orange en 1995



1997

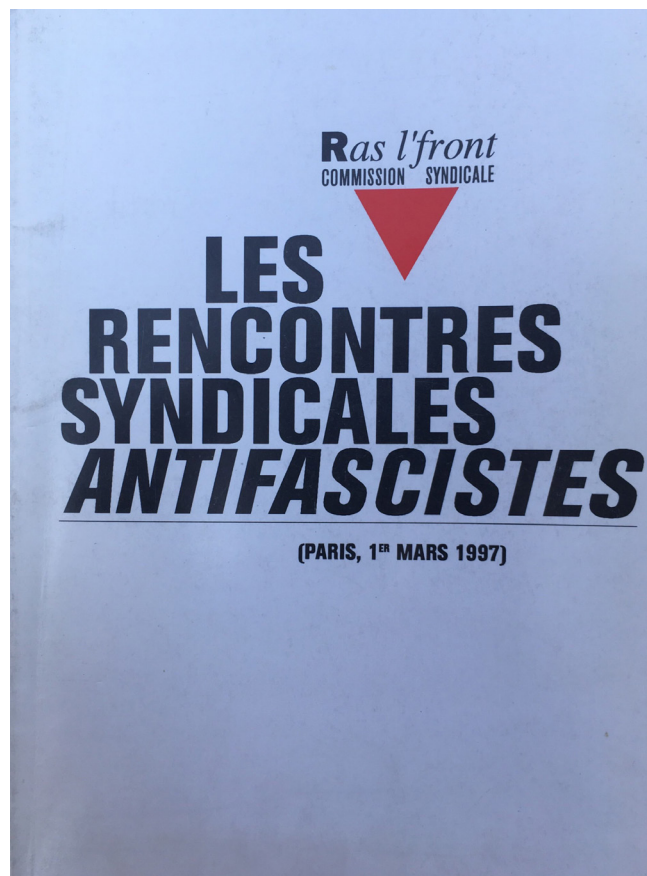


En 1997, dès les premières semaines de l'année, le travail unitaire des organisations syndicales sur les questions antifascistes s'intensifie. De nombreuses rencontres et publications verront le jour.

Le 24 janvier 1997, en Isère, un appel unitaire et solennel est signé contre le FN (CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA)

A la fin du mois, une réunion syndicale antifasciste a lieu à Vitrolles. 350 syndicalistes y assistent venant de tous horizons (CGT, CFDT, FSU, SUD, UNSA)

Le 1er mars des rencontres syndicales contre le fascisme ont lieu à Paris. C'est la première grande rencontre de ce type qui est organisée. Un compte rendu puis un dossier seront édités.



Compte-rendu des rencontres syndicales antifascistes du 1er mars 1997

Au programme: L'offensive sociale du FN / L'électorat populaire du FN / Une introduction au débat « Le FN au travail » / Confrontation directe avec le FN / Les réactions syndicales / Des perspectives

«Agir contre le Front National et son programme pseudo-social»

Suite aux rencontres du 1er mars 1997, un dossier spécial est publié dans lequel les syndicalistes peuvent trouver des reproductions du matériel de propagande du FN mais aussi des déclarations, des articles et analyses du mouvement syndical sur chacun des sujets.

1- Syndicats-Fn : premiers dangers, premières ripostes

2- Le Fn et l'école

3- Le Fn au travail

Le 11 mars, à Lyon, une réunion syndicale antifasciste est organisée à la bourse du travail à l'appel de **CGT, CFDT, FSU et de la FEN**. Trois thèmes sont abordés : « Le programme social du FN » ; « Le FN à l'entreprise, à partir de l'exemple des T.C.L. » ; « Comment lutter ».

Au Congrès du **SNES** de mars 1997, des textes « contre l'extrême droite et le Front National » sont adoptés.

En avril 1997, la **CFDT PACA** publie un dépliant-argumentaire « Bas les masques », « argumentaire CFDT contre le prétendu programme social du Front national ». Un quatre page de **SUD PTT** est publié et dans sa revue **Fenêtre sur cours**, le **SNUipp-FSU** dénonce l'envoi d'un courrier négationniste aux directeurs des école de Paris.

Le 1er mai 1997: un élan unitaire antifasciste.

Une déclaration unitaire est signée par les unions régionales parisiennes de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de l'UNSA, ainsi que de centaines UD de FO (75, 93, 74). Cette déclaration souligne que « Le chômage, la précarité, les difficultés sociales constituent un terrain sur lequel les extrémistes et le Front National veulent semer leur idéologie de haine et d'exclusion ».

De nombreuses manifestations de Paris à Marseille, ainsi qu'à Lyon ont

clairement désigné le FN comme ennemi du salariat.

Pendant ce temps, le FN continue de tenter de détourner le sens du 1er mai et de disputer aux organisations syndicales leur représentativité et légitimité. Dans le quotidien « Présent » Yves Daoudal explique clairement cette offensive en rappelant qu'« en 1941, sous le gouvernement du maréchal Pétain, le 1er mai devient une véritable fête du travail ».

Le mouvement syndical a clairement marqué sa détermination à mettre en échec l'appropriation du 1er mai que tente d'opérer le parti fasciste. Il se refuse à dissocier la lutte pour l'emploi, de la lutte contre l'exclusion et le Front National.

Dans toute France des ripostes syndicales s'organisent : en Meurthe et Moselle contre la venue possible de Megret, à Nancy, le 1er mai unitaire est placé sous le signe de l'antifascisme et l'antiracisme, dans la région Lyonnaise contre la tenue d'un meeting fasciste à côté des usines Renault VI, à Saint Priest, à Oulins, une manifestation antifasciste avec un important cortège syndical est organisée. A Lyon même, lorsque le FN a annoncé un meeting à la Bourse du Travail, les organisations syndicales ont appelé à une réunion publique le même jour dans les mêmes locaux, ce qui a fait reculer le maire de la ville.

Au Louvre, sur le trajet du défilé du FN, les syndicats CGT et SUD déroulent une banderole de 19 mètres « Pour la culture sans frontières, contre la culture de la Haine ».

La riposte contre les «syndicat-FN»

C'est en 1996 que la cour d'appel de Paris confirme le jugement rendu par le tribunal de grande instance d'Evry, Le FNP, FN-police, cette organisation « *en adoptant la dénomination FNP s'est ostensiblement confondue avec le parti politique Front National, elle ne peut prétendre à la qualité de syndicat* ».

Durant les années 1997 et 1998, de nombreux autres jugements iront dans le même sens.

A l'appel du collectif Justice et Liberté de Strasbourg, du comité national de vigilance contre l'extrême-droite et de nombreuses autres associations, une grande manifestation a lieu à Strasbourg pour contrer le congrès du FN. C'est la plus grande manifestation antifasciste organisée à ce jour depuis la libération.

Mais durant les élections prud'homales de 1997. Le FN montre qu'il est toujours en embuscade. Il présente, 132 listes « Confédération Française Nationale des Travailleurs » dans 34 départements et obtient 18 élus.

La grande manifestation de Strasbourg, 29 mars 1997



Chronologie de la bataille juridique contre les pseudos syndicats FN

FN-Police 1995	Première instance TGI d'Evry, 10 mars 1997 : défavorable au FN
	Appel Paris, 17 juin 1997 : confirmation
	Cassation 10 avril 1998 : défavorable au FN
<i>FN-Police avait recueilli 7.40% des voix aux élections professionnelles de 1995 et, à ce titre bénéficiait de l'équivalent de 25 permanents, 500.000F de subvention et un siège au comité technique paritaire central.</i>	
FN-Pénitentiaire Septembre 1996	Première instance TGI de Montpellier, 17 décembre 1996 : défavorable au FN TGI de Toulon, 23 janvier 1997 : défavorable au FN ; définitif
	Appel Montpellier, 9 juillet 1996 : infirmé
	Cassation 10 avril 1998 : défavorable au FN
FN Transport Lyonnais Avril 1996	Première instance TGI de Lyon, 11 septembre 1996 : favorable au FN TI de Lyon, 17 décembre 1996 : défavorable au FN ; définitif
	Appel Lyon, mai 1998, infirmé
FN RATP Février 1996	Première instance TGI de Nanterre, 7 juin 1996 : défavorable au FN ; définitif
FN Transport en commun Juin 1996	Première instance TI de Paris 12 ^{ème} , 2 décembre 1996 : défavorable au FN ; définitif TGI d'Evry, 25 mars 1997 : défavorable au FN ; définitif

La période entre les années 1998 et 2000 marquent la fin des pseudos syndicats FN. C'est aussi la période de la scission du Front national caractérisée par le conflit entre le numéro 2 Bruno Megret et Jean-Marie Le Pen.





1998

2000

Les élections prud'homales de 1997 résonnent comme une sonnette d'alarme : dans son bulletin de janvier 1998, ISA, souligne que le syndicalisme dans sa diversité a commencé à réagir à la progression des idées fascistes dans les milieux populaires. Il est donc de la responsabilité de tous les syndicalistes de prendre la question du FN « à bras le corps », de provoquer les débats et de susciter les réponses adéquates.

La deuxième rencontre syndicale nationale contre le FN organisée par ISA a lieu le samedi 28 février 1998 à Montreuil avec à l'ordre du jour : Le renforcement des ripostes syndicales et associatives face aux avancées du fascisme ainsi que le développement des outils d'ISA.

Les thèmes abordés lors de cette journée sont :

- Ce que le FN a fait, les prud'homales.
- Ce que le FN n'a pas fait, le mouvement des chômeurs.
- Les ripostes syndicales contre le FN, un an après.
- Les outils de riposte contre le FN et les perspectives d'ISA.

Durant les années 1998 à 2000, la crise du FN bat son plein. Cela conduit à un affaiblissement provisoire du camp fasciste. Cependant les Mégrétistes continuent de tisser leur toile, la crise et l'exclusion sociale nourrissent la progression du FN et les idées fascistes et racistes gangrènent une partie de la société. La réponse syndicale unitaire doit être à la mesure du danger.

Privés de leurs « syndicats », les militants du FN cherchent à se glisser dans les structures syndicales. Les réactions sont très vives à la CGT et à la CFDT. Malheureusement ce n'est pas toujours le cas à FO ou à la CFTC. Dans d'autres lieux comme dans les Transports en Commun Lyonnais (TCL), le FN crée des structures syndicales de la CFTC, ainsi qu'à la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAL) qui élit à sa présidence au mois de mai 1999, une femme membre de la CFTC proche des milieux intégristes catholiques.

Pour la première fois un syndicaliste, dirigeant historique de FO, s'exprime dans un journal fasciste en considérant les organes de presse du FN comme un lieu d'expression légitime. Ce qui entraîne une réaction à la direction de Force Ouvrière: « Aucun dirigeant de FO n'est habilité à entretenir des contacts avec le FN, dont elle dénonce régulièrement le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ».

Dans d'autres instances de ce syndicat les réactions de consternation et les prises de position désapprobatrice se multiplient mais ne paraissent pas suffisantes aux yeux d'autres syndicalistes.

A l'occasion des deuxièmes rencontres syndicales antifascistes, une brochure compilant tout les bulletins d'ISA est publiée par Ras l'front.



Actions syndicales contre le racisme

Depuis le tour de France de 1997, la CGT a engagé en 1998 une campagne contre le racisme et les discriminations au travail. « Contre le racisme en Entreprise »

Le responsable de la revue CGT « Tribune de l'immigration » rappelle que la lutte contre les discriminations au travail peut être l'occasion de « dépasser l'irrationnel pour aborder des revendications en matière d'emploi, de salaire, de droit à la formation ».

Dans les secteurs des Impôts, douanes et trésor, une étude est menée, sur « Racisme et comportements professionnels aux finances » ou comment se construit le racisme « ordinaire » dans les actes de travail et ce qui amène un fonctionnaire à avoir des comportements discriminatoires.

La banalisation des propos racistes est encouragée par le contexte social et politique, en particulier par la « médiatisation » voire la présence du Front National. L'attitude de la hiérarchie n'est pas toujours à la hauteur....

Résistances à l'école et à l'université

Alors que de 1998 à 1999, à la suite de la scission et de l'implosion du FN, Bruno Mégret et les Mégrégétistes sont éjectés du parti, la résistance s'organise à l'école et à l'université.

Elles s'organisent contre les élus du FN dans les établissements en manifestant de façon unitaire, en empêchant la tenue des conseils d'administration, en multipliant les communiqués et les pétitions en lien avec les parents d'élèves.

La FSU, dans sa revue de juin 1998, rappelle qu'elle a déjà exprimé « son désaccord et son refus de voir le Front National disposer ainsi de tribunes pour exprimer des idées et des valeurs contraires à celles qui sont la base de l'éducation ».

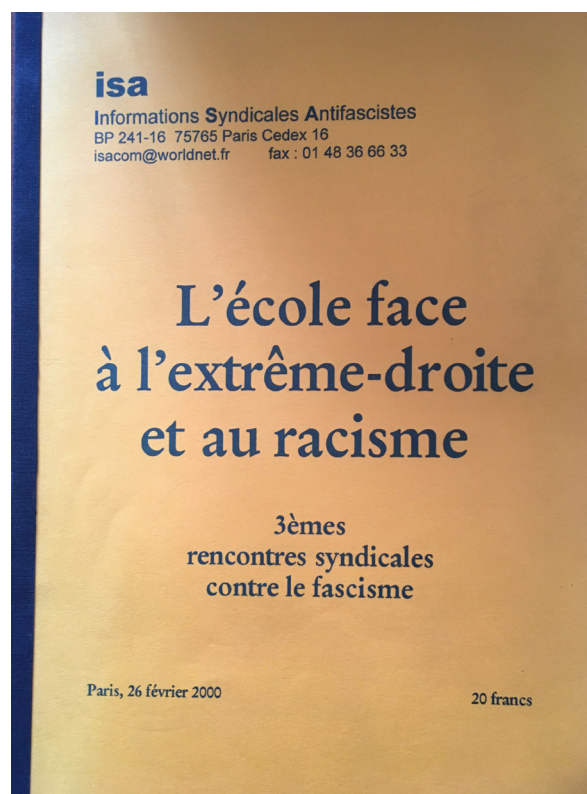
Le SGEN-CFDT met en place son observatoire. Il recense toutes les situations et toutes les informations sur la montée de l'idéologie d'extrême droite dans l'ensemble du champ professionnel (école, collège, lycée, université...)

Les troisièmes rencontres d'Informations Syndicales Antifascistes qui ont lieu à Paris le 26 février 2000 ont d'ailleurs pour thématique **«l'école face à l'extrême droite»**. Les débats tournent autour de nombreuses questions:

Quel est le rôle joué par les élus d'extrême droite dans les institutions scolaires ? Quelles dérives idéologiques dans le contenu des enseignements et notamment de l'activisme révisionniste ? Racismes, discriminations et exclusions à l'école ?

Ces rencontres sont organisées sous formes d'ateliers :

Offensives fascistes dans l'enseignement / Sur la présence des élus FN et MN dans les établissements / Dérives idéologiques et contenu des enseignements, révisionnisme / Racisme, discriminations et exclusion à l'école /



Brochure publiée à l'occasion des 3e rencontres, recueillant articles et documents mettant en évidence les comportements nauséabonds de l'extrême droite

C'est dans ce contexte qu'intervient une campagne de soutien à Alain Darmuzey, surveillant vacataire licencié pour avoir refusé de serrer la main de Catherine Mégret lors de sa visite dans un restaurant scolaire de la ville. Une pétition circule alors sur le web: *«Moi aussi, je ne voudrais pas serrer la main de Mme Mégret»*.

Même au sein du CNRS, l'offensive révisionniste est présente, comme lorsque, aux élections paritaires, un certain Serge Thion, disciple de Rassinier, se présente sous l'étiquette SNPREES-FO. La réaction du syndicat sera de demander de ne pas voter pour ce corps, ce qui entraînera une deuxième élection et Serge Thion sera finalement révoqué par la commission paritaire du CNRS

Une année 2000 pleine d'initiatives

Courant 2000, plusieurs actions mises en place pour lutter contre les idées de l'extrême droite :

- Patron raciste condamné dans la région grenobloise.
- Discrimination et offensive antisyndicale dans le Val de Marne soldée par un échec.
- La fédération CGT des PTT publie son deuxième bulletin *« Osons l'égalité »* à l'approche des élections professionnelles et propose de faire un véritable état

des lieux des pratiques et comportements racistes.

- La tribune de l'Immigration, journal du secteur migrants de la CGT, publie un dossier sur l'immigration et la citoyenneté,
- Le groupe d'étude sur les discriminations (GED) publie une note, sur : *« Une forme méconnue de discrimination : les emplois fermés aux étrangers,*
- Mars 2000, un colloque international a lieu sur le thème *« Organisations syndicales, immigrants et minorités ethniques en Europe.*
- L'Assemblée Nationale vote le 12 octobre 2000 plusieurs dispositions visant à étendre le champ de la discrimination au patronyme, à l'apparence physique et à l'orientation sexuelle.

ISA devient VISA

En Octobre 2000 , la rédaction d'ISA décide de se structurer en VISA (Vigilance et Initiatives Syndicale antifasciste). Elle continuera l'effort engagé pour sortir des plaquettes et des dossiers sur des thèmes particuliers et continuera d'organiser des rencontres de syndicalistes. La ligne éditoriale reste la même : Information, pluralisme et ouverture à toutes les sensibilités du monde syndical et associatif: *« Elle n'a qu'un seul but : démultiplier et renforcer l'audience du bulletin ISA et faire en sorte qu'il soit plus utile aux syndicalistes et associatifs qui s'en emparent dans leur lutte contre la peste brune. »*



2001



En 2001 les bulletins d'ISA abordent des thématiques variées. Depuis 1996 ils sortent à raison d'un tous les deux mois.

Les thèmes abordés en 2001 portent sur la situation internationale, comme en Andalousie, Italie du Nord ou Autriche... mais aussi sur l'analyse critique de la presse et d'autres publications d'extrême droite. On peut par exemple retenir :

- La différenciation de l'argumentation «du mondialisme» de l'extrême droite et de « l'altermondialisme ».
- «National Hebdo» et les plans sociaux.
- Les éditions du Triomphe (éditons d'extrême droite).

VISA s'intéresse plus particulièrement à la gestion des mairies gérées par le FN et l'extrême droite, comme Vitrolles et Orange. Elle met en valeur les stratégies antifascistes mises en œuvre dans les villes gérées par l'extrême droite :

- Les réactions syndicales comme celle du SNUI, qui dans son rapport d'activités et d'orientation demande à ses militant-e-s de « continuer la participation aux Initiatives Syndicales Antifascistes et de demeurer mobiliser pour assurer la défense des libertés ».
- La détermination des syndicalistes de la CFDT d'IBM France à démontrer la collaboration de cette entreprise (portant à l'époque le nom de électro-comptable CEC) au régime pétainiste.
- L'annulation du mémoire négationniste de Jean Plantin dans l'université Lyon III considérée comme une «usine à fachos».

- La déconstruction de « la vérité sur les retraites » du CNPR.

- La rencontre nationale sur l'activité CGT avec et en direction des salariés étrangers : « l'égalité et l'accès aux droits pour tous ».

isa
Informations Syndicales Antifascistes
N° 24 Janvier - Février 2001 6,50 Frs

En Italie du Nord, développement alarmant d'un syndicat d'extrême droite : le SinPa

Un premier essai infructueux...

En septembre 1997, la Ligue du Nord, organisation italienne séparatiste d'extrême droite, appelait les travailleurs membres des trois confédérations syndicales CGIL, CISL et UIL, à déchirer publiquement leurs cartes d'adhérents, et à rejoindre le syndicat qu'elle avait créé de toutes pièces, le Sindicato Padano (SinPa ; syndicat de la Padanie).

A cette fin, la Ligue du Nord avait prévu le 6 septembre, des milliers de points de rendez-vous, dans tout le nord de l'Italie, pour matérialiser ce ralliement en masse des travailleurs à son syndicat croupion. Cette initiative avait été précédée durant l'été par d'autres provocations, ainsi une " cérémonie " avait été organisée, par la Ligue, en juillet, au cours de laquelle, plusieurs cartes de membres des confédérations syndicales avaient été jetées dans un bûcher ; cette initiative avait soulevé une vague d'indignations politiques et syndicales.

Cependant, cette campagne fut un échec cuisant, les milliers de kiosques mis à la disposition des travailleurs, le 6 septembre, restèrent vides, et le leader de la Ligue, Umberto Bossi, dut, dépité, en prendre acte.

Toutefois, si elle n'avait pas abouti, cette campagne soulignait la volonté de la Ligue d'être présente sur le terrain social et de concurrencer les organisations syndicales, en s'y opposant frontalement.

Un essai hélas transformé...

Trois ans après, la Ligue du Nord enregistre avec son syndicat, le Sin Pa, d'importants succès, dans de grands centres industriels.

Ainsi en septembre 2000, à l'usine Michelin de Cuneo dans le Piémont, où travaillaient près de 3000 salariés, le SinPa, obtint un succès aux élections de représentants du personnel, en de-

venant la première organisation syndicale, avec près de 35% des suffrages. Ce succès n'est pas isolé, et devrait être confirmé par d'autres élections de représentants du personnel.

Un propagande "syndical" populiste et xénophobe...

La Ligue du Nord cherche à structurer l'ensemble de la société civile, autour de sa volonté de séparation, quels que soient les thèmes et les secteurs concernés ; ainsi il existe des associations de femmes, de juristes, de retraités, pour une école, ... de Padanie. De la même façon, La Ligue cherche à organiser aussi bien les salariés dans le Sin Pa, que les entrepreneurs de la plaine du Pô au sein du groupe Diogènes.

Si le discours de la Ligue du Nord, sur les dépenses stériles de l'Etat central, les charges que ferait peser le Sud sur le Nord, reste dans la démagogie très vague, il acquière plus de poids en trouvant les revendications spécifiques, le rendant audible à des secteurs de la société.

Ainsi le SinPa, cherchant à prendre place dans le champ syndical, peut se battre pour différencier les niveaux de salaire entre le Nord, le Centre et le Sud, en argumentant sur leur différence de coût de la vie. Ceci lui permet à bon compte de relier le projet de séparation et les revendications salariales.

Récupération des revendications ouvrières à la sauce "préférence régionale"...

De plus, sur chacun des thèmes sociaux d'importance, réduction du temps de travail, avenir des retraites, le SinPa développe ses arguments. Par exemple, à son congrès de novembre 99, un responsable du SinPa, peut s'opposer à la réduction du temps de travail, mais en argumentant sur la dégradation des

bulletin n°24 sur le «syndicat» d'extrême droite italien SinPa

Vitrolles, Orange, Marignane : le soleil ne brille pas pour tout le monde

BILLET D'HUMEUR D'UN SYNDICALISTE DE VITROLLES

Quatre années avec les Mégret ne leur ont pas suffi. Les vitrollais en redemandent. Sans tambours ni trompettes, ils persistent, signent et en reprennent pour six ans ! et on peut faire confiance à l'équipe Mégret pour qu'ils ne soient pas déçus !

Maintenant les choses sérieuses vont vraiment pouvoir commencer. quatre ans c'était trop court pour mettre en oeuvre les programmes chocs. A peine a-t-on pu se faire la main sur quelques dossiers emblématiques :

- Sécurité : 50 policiers Municipaux recrutés
- Service public : 37 licenciements dans les secteurs social et culturel ; privatisation du service nettoyage / ordures ménagères
- Culture : Eviction du "Sous-Marin", la dynamique association de promotion des musiques vivantes, après le murage de ses locaux.

Licenciement de la directrice du cinéma municipal pour avoir refusé de se soumettre à la censure de l'élue à la culture ; puis fermeture pure et simple du cinéma.

Qu'importe l'illégalité des décisions et des moyens employés : la justice est si lente et le sous-Préfet si compréhensif.

Car au-delà de ces coups spectaculaires et médiatisés - mais aussi bien vite oubliés - ces quatre années ont été suffisantes et bien mises à profit pour étriller l'administration (10 cadres A statutaires aujourd'hui pour plus de 900 agents), laminer le secteur associatif, étouffer l'action sociale. Le Vitrolles des années 1980 qui fut un foisonnant terrain d'expérimentation socioculturelle s'est, par l'inconscience de certains, elle-même inoculée la peste brune voici quatre ans. On aurait pu la sauver si nos grands professeurs en médecine politique et grands humanistes de salon avaient daigné s'y coller.

Mais Vitrolles c'est bien peu de choses après tout : " Vitrolles n'est pas la France " a même pu déclarer l'un d'entre eux.

Aujourd'hui Vitrolles agonise et s'en va rejoindre sa voisine et jumelle Marignane, en état de mort clinique depuis plus de 40 ans, dans l'indifférence générale.

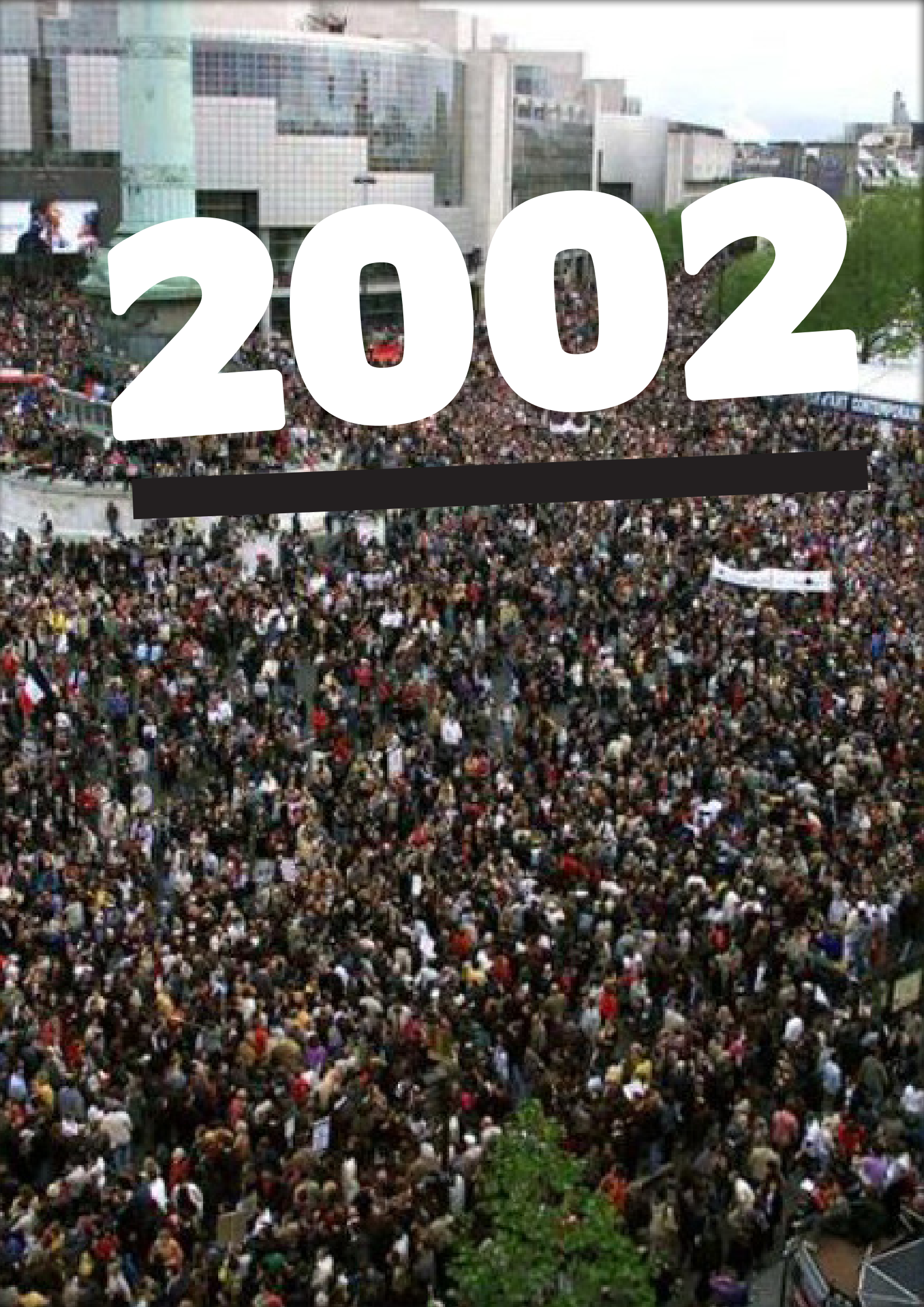
Pourtant cette réélection est un événement politique majeur, beaucoup plus grave que la 1ère élection des Mégret en 1997. On pouvait alors à juste titre penser qu'il s'agit plus d'un vote de réaction contre l'ancien Maire socialiste que d'une réelle adhésion au programme du Front National. L'émotion considérable suscitée par ce coup d'éclat à l'époque pouvait laisser espérer que la reconquête de Vitrolles serait une priorité nationale absolue pour tout parti politique digne de ce nom. Force est de constater, quatre ans après qu'il n'en a rien été.

Beaucoup ont cru, ou feint de croire, qu'avec l'éclatement du Front national s'en était fini de l'extrême droite en France, qu'avec ces quelques villes gagnées là bas en P.A.C.A., ils feraient vite et tout seul la preuve de leur incompétence. La gabegie toulonnaise a pu conforter les tenants de cette thèse. Oui, mais voilà : Mégret n'est pas Le Pen. Mégret est ambitieux mais réfléchi et mène une stratégie sur le long terme. Si l'on veut bien considérer le chemin qu'il a parcouru en seulement deux ans, depuis la scission du F.N. et la création de son M.N.R., on ne peut qu'être impressionné et très inquiet : Mégret a choisi les Bouches du Rhône comme cible prioritaire et base de son expansion. Résultat : Marignane et Vitrolles conservés, des scores de 25 à 30 % dans les villes du pourtour de l'étang de Berre, près de 13 % à Marseille à lui tout seul, contre le F.N. - et plus de 20 % dans plusieurs arrondissements. Pas mal pour un mouvement soi-disant en déclin. Le cas de

Rassemblement place de la Bastille à Paris le 1er Mai 2002.
Le 21 avril 2002, le FN accède au 2nd tour des élections présidentielles ce qui provoque une onde de choc en France. Des dizaines de manifestations parfois spontanées se dérouleront durant l'entre deux tours.



2002



Les élections des 21 avril et 5 mai 2002, Jean-Marie Le Pen obtient 16.86% au premier tour et 17.79% au second tour soit 5 525 032 voix. Dans son numéro de mai-juin 2002 ISA étudie les raisons de cette montée du vote d'extrême droite.

Qui vote FN et pourquoi ?

La progression du score de l'extrême droite semble s'expliquer par un transfert de l'électorat qui, jusque-là, appartenait à la «zone tampon» entre la droite libérale-conservatrice et l'extrême droite que constituait la mouvance Pasqua/De Villiers.

Le vote d'extrême droite semble largement sur représenté dans les couches populaires (ouvriers entre 24 et 26%, chômeurs entre 30 et 36% selon les études différentes), mais aussi dans une partie des couches moyennes traditionnelles (commerçants et petits patrons).

La proximité ou l'appartenance syndicale ne semble pas être un rempart efficace contre la tentation du vote d'extrême droite. L'image globale des sondages montrent que le vote extrême droite serait important à la CFTC ainsi qu'à FO, mais aussi parmi les « proches » de la CGT et de la CFDT.

D'autres facteurs sociaux motivent ce vote comme les disparités régionales : le Sud Est de la France, où le FN est un parti fort et inter classique; Le Nord et l'Est, zones de crise industrielle donc sociale.

Etude des générations : les 18-25 ans, 25-34 ans et les plus de 50 ans semblent être les générations dont environ 20% se seraient tournées vers le vote FN, soit au premier ou au second tour.

Les thèmes chers aux électeurs de l'extrême droite en ordre décroissant :

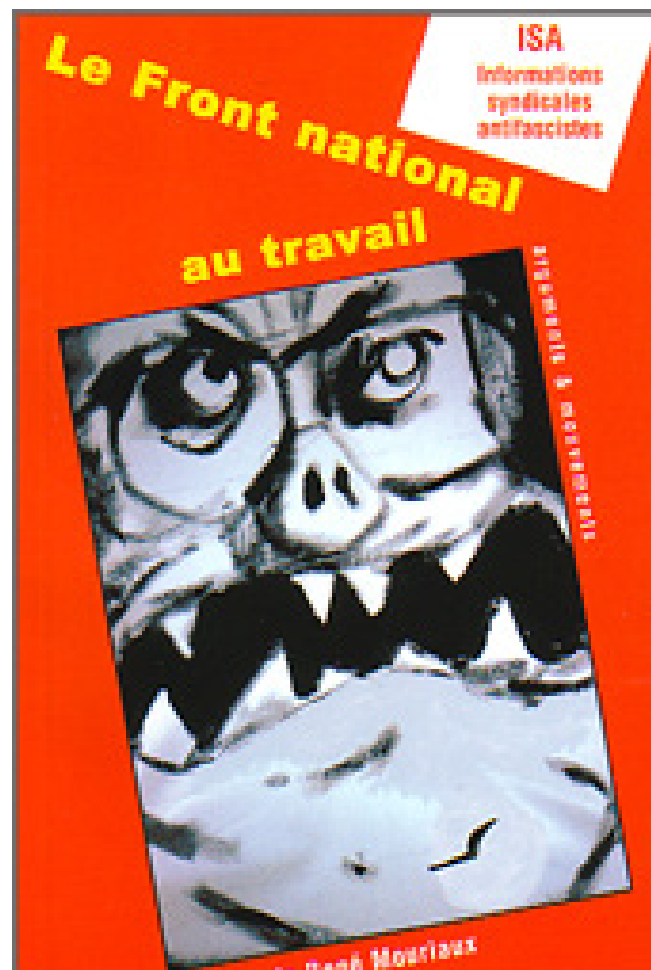
- La sécurité
- L'immigration
- Les impôts
- Le chômage
- Le pouvoir d'achat

Les syndicats français se retrouvent face au séisme dès le premier tour des présidentielles.

La CGT, la CFDT, FSU, Solidaires, la fédération des Finances CGT se trouvent en état de choc. Les communiqués de ces organisations syndicales ainsi que celle de l'UNSA dénoncent tous la situation inédite et dangereuse qui met à mal les intérêts des salariés, la démocratie, les valeurs de tolérance et de laïcité.

Face à cette situation, ils lancent une mobilisation unitaire massive pour que le 1er mai, rappelant « qu'il est

de leur responsabilité de combattre les idées racistes, xénophobes, antisémites et populistes. Elles entendent défendre les valeurs démocratiques et républicaines de tolérance, d'égalité, de liberté, de fraternité qui sont à la base de la démarche syndicale». Chacune des organisations, par des tracts, par leur presse ou par d'autres documents, ont produit des analyses sur le Front National et son programme antisocial. Avant les élections prud'homales de 2002, la CGT lance une pétition nationale demandant qu'enfin les travailleurs étrangers puissent, dans la prolongation logique des attributions qu'ils peuvent d'ores et déjà exercer, être élus conseillers prud'hommes. Du côté du FN, « le forum social d'Orange » est organisé. Le mouvement syndical est donc prévenu, l'heure des infiltrations en tout genre a sonné à quelques semaines de la publication des listes se présentant au scrutin des prud'homales. La vigilance doit être renforcée pour débusquer les faux syndicalistes et les vrais fascistes qui seraient tentés d'utiliser des labels syndicaux.



Le Front National au travail - 2002

En 2002 ISA publie un livre qui recense et analyse depuis 1996 les incursions du FN sur le terrain social. Ce livre propose une chronique des événements courants qui mettent en avant le labourage de la désespérance sociale engagé par le FN. L'ouvrage comporte aussi des déclarations, des faits, des analyses et des productions en tout genre qui témoignent des résistances syndicales à cette progression.

Des rassemblements auront lieu, presque quotidiennement, et parfois spontanément jusqu'au 5 mai



21 février 2005, commémoration
des 10 ans de la mort d'Ibrahi-
me Ali, jeune marseillais assas-
siné à l'âge de 17 ans en 1995
par des colleurs d'affiches du
Front National.

ICI EST
IBRAHIM
A L'AGE DE
VICTIME DE L'INTOLERANCE
EN SORTANT D'UN
DE THEATRE ET
LE 21 FEVRA



2003

MORT
M
E 17
CE ET DE LA HAINE
NE REPETITION
DE MUSIQUE
RIER 1995

2005

2003

Le thème principal abordé en 2003 est le congrès du FN qui se déroule à Nice et où JMLP nomme Marine Le Pen, vice-présidente de son parti d'extrême droite sur un poste spécialement créé pour elle. Le parti n'avait jusque là jamais connu de vice-présidence, son président fondateur ne tolérant pas de « numéro 2 ».

Au moment de l'université d'Annecy, il commence à évoquer sa possible succession et prône « une humanisation de l'image du FN ». Marine Le Pen anime une association de jeunes cadres du parti : « Générations Le Pen ». Elle travaille à un certain rajeunissement associé à une féminisation. On sait, par ailleurs, qu'elle est en lien avec les « durs » de l'extrême droite (anciens du GUD par exemple).

Lors de la traditionnelle manifestation du premier mai où l'extrême droite défile « en l'honneur de Jeanne d'Arc », on peut voir en tête de la manifestation, ce qui est inhabituel par rapport aux années précédentes, de jeunes militants très radicaux, dont certains ont une allure ouvertement néonazie.

Du côté des syndicats, Solidaires sort un document qui s'intitule « Mieux connaître le programme du FN... pour mieux le combattre ». Ce document présente le programme du FN dans l'ordre des 300 propositions, avec pour chaque point, le

constat et les perspectives du FN qui mettent en lumière les fondements fascistes/populistes de ses propositions aberrantes et antisociales.

Le document de la CGT dans sa tribune de l'immigration, apporte des arguments contre « les idées fausses » sur l'immigration véhiculées par le FN en s'appuyant sur des études de l'INED et de l'ONU.

2004

En 2004, dès le début de l'année, à la veille des élections cantonales et européennes, VISA interpelle et sonne l'alarme car les sondages indiquent une progression inquiétante (22%) des français déclarent adhérer aux idées du Front National et prépare une nouvelle rencontre nationale pour le 05 juin à Paris. A l'ordre du jour :

- Comment la régression sociale fait le jeu du FN ?
- Quelles ripostes antifascistes ?

Les syndicats et les associations de chômeurs se mobilisent face à la menace du FN : déclarations, articles, dossiers sont diffusés auprès des militants pour mettre à jour « La vérité sur la démarche et le programme du FN ».



Europe : Où en est l'extrême-droite ?

Rivalités au sein du FN : Deux universités d'été séparées... et plus si affinité

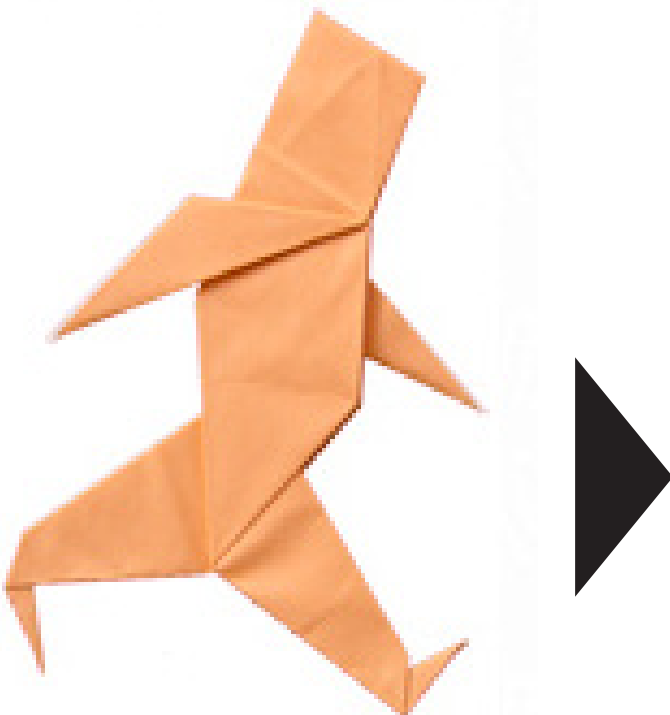
Il est désormais classique que le Front National organise, chaque année à la fin du mois d'août, une « université d'été » destinée à la formation de ses cadres, mais aussi à attirer l'attention de la presse sur sa rentrée politique. Ce qui est moins traditionnel, en revanche, c'est le fait que, cette année, le public averti ait eu droit à... deux universités d'été estampillées FN, qui se déroulaient au même moment mais pas au même endroit. En effet, le FN « officiel » sous la direction de Jean-Marie Le Pen tenait son université d'été du 25 au 28 août 2004 à Enghien-les-Bains, en région parisienne. Au menu, se trouvaient des discours sur toutes les prétendues « menaces » qui hantent la France selon le FN : « la menace contre l'intelligence » (sous forme des « valeurs bobo »), « la menace identitaire et le fait religieux » sous la forme de l'islam, « les menaces contre la souveraineté » bien sûr ainsi que « les menaces de la globalisation » et encore « les menaces contre la liberté des nations ». Mais on trouvait aussi, parmi ces menaces, « les droits de l'homme » (contraires au) droit des hommes » ainsi que « le XXI^e siècle, nous le sera-t-il » avec ses « 7 piliers de la décadence ». Parmi les orateurs, on trouve surtout les suspects habituels : Le Pen père et fille, l'inévitable Jean-Claude Martinez, ou le secrétaire général du FN, Carl Lang, ainsi que le professeur d'économie Jean-Richard Sulzer (devenu un habitué des meetings du FN, lui aussi). Mais du 25 au 28 août se déroulait aussi, à Orange et sous les auspices du maire de cette ville, Jacques Bompard, une autre réunion attirant certains cadres du FN : « l'Université nationale et populaire » co-organisée par Bompard et par Bernard Antony, chef de file des catholiques-intégristes du FN. Les deux hommes sont « entrés » en « dissidence » vis-à-vis des Le Pen père et fille, jugeant surtout les positions de cette dernière « trop modernistes » et trop destinées à plaire aux médias. Ici aussi, il était beaucoup question de menaces : « Le droit contre nos libertés » (cela se décline par un droit « outil

de répression » contre les racistes, et par une justice présidentielle comme « une prise des lobbes »), « L'islam face à nos libertés » (état censureusement rangé dans cette thématique, le topo sur « Franc-maçonnerie et politique » ainsi que la « culture de mort »)... il faut entendre par là l'IVG et la contraception. Comme orateurs, les cadres « dissidents » du FN avaient pu gagner entre autres le psychiatre Jacques Corraze, l'ancien maire (proche de Philippe de Villiers) de Montfermeil, Philippe Bernard, ainsi que l'ancien avocat de Le Pen père, Georges-Paul Wagner. On trouvait aussi des jeunes militants « durs » comme Fabrice Robert (ex-Unité radicale) ou Emmanuel Rataze, spécialiste es théories du complot mondial, parmi les intervenants.



Apparemment, les deux universités d'été ont connu grosso modo la même affluence avec environ 300 participants chacune, avec un avantage en nombre pour « les Orangistes ». Ce qui n'a pas manqué de déclencher la fureur de Le Pen (père et surtout fille), menaçant tous les deux d'exclure les instigateurs de la réunion d'Orange des instances dirigeantes du FN. Mais à la mi-septembre, devant les bureaux exécutif et politique du FN, Jean-Marie Le Pen dut finalement reculer devant la fronde des cadres désormais opposants à son règne sans partage. Jacques Bompard ne se gêne plus, désormais, à se présenter publiquement en défenseur d'une alternative au fonctionnement actuel du FN. Au lieu de concentrer l'activité du parti en une seule personne, son chef, Bompard rêve d'un vrai mouvement « de résistance » de la société blanche et catholique, profondément ancrée dans la société à partir des communes. Dans *Le Monde* du 31 août, Bompard décrit sa vision d'un tel mouvement communautaire « qui résiste aux autres communautés : mieux vaudrait demain une communauté d'un million d'hommes et de femmes avec ses écoles, ses collèges, ses réseaux d'entraide que cinq millions d'électeurs amorphes ». Bref : la construction d'une vraie société d'apartheid à partir du bas.

Le bulletin ISA se modernise en 2004. La nouvelle version commence par un dossier sur l'extrême-droite en Europe.



2005

Durant l'année 2005, VISA publie 4 bulletins :

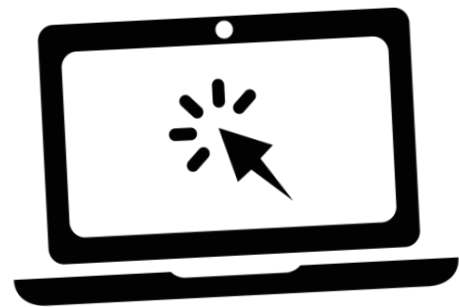
Janvier-mars - Projet de loi sur la délinquance : le front National jubile et applaudit ; plaintes au pénal, discriminations raciales.

Avril-juin - Les avatars de l'extrême droite : paris, Vienne, Berlin ; communiqué de l'Anafé (Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers).

Juillet-août - Les syndicats et la lutte contre les discriminations « raciales » dans le monde du travail.

Oct-nov - Quand la démocratie vacille : l'avènement de Mussolini en 1919 ; le négationnisme du FN devant la justice ; les émeutes en banlieue : le FN se réjouit...

Ce sont les derniers bulletins papiers, depuis 1996 et jusqu'en 2005, ISA a publié 70 bulletins papiers. De nouveaux sont publiés sur notre site internet.



www.visa-isa.org

C'est durant la période 2006-2010 que se développent de nombreuses luttes pour la régularisation des «sans-papiers». Nicolas Sarkozy est alors au pouvoir et emprunte de nombreux slogans à l'extrême-droite. Ici un rassemblement devant la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse) le 29 juillet 2009 à l'initiative du collectif DROITS DEVANT auquel participent de nombreuses organisations syndicales. Le collectif a pour but de mettre fin au racket fiscal dont sont victimes les travailleurs sans-papiers.



ON COTISE ICI

TRAVAILLEURS
SANS-PAPIERS

ON VIT ICI

2006

2010

2006

A partir de 2006, les bulletins d'ISA sont publiés sur le site de VISA à l'exception de quelques-uns qui seront imprimés sous forme de tracts :

- La république selon Le Pen.
- Ce que cache le programme du Front National.
- « SOS éducation » : à bas l'école publique !

2007

- L'Économie et le Social dans la campagne du Front National.
- Lille dit Non à Le Pen ! Non au F.Haine. Une grande manifestation sera organisée le samedi 24 février à Lille - Porte de Paris.
- A Paris, riposte antifasciste le 15 avril à Montparnasse.

- Le Front National et les droits syndicaux.
- Le Pen recalé, ses idées recyclées !
- Le FN et les femmes : un projet de société sexiste.
- Extrême droite et vote Sarkozy : la vase communicante.
- Front national ; Un congrès pour rien : Marine, Soral, Dieudonné, Vial, Touze, Gollnisch...

2008

- L'extrême droite montre les dents contre les travailleurs sans papier en grève.

- Racisme et antisémitisme sans frontières : nouvelles passerelles à l'extrême droite, « la concurrence victimaire », les manipulateurs d'extrême droite (Dieudonné, Soral...), Kémi Séba...
- Allemagne : La chasse est ouverte contre un syndicaliste.
- Montauban : L'armée face à ses vieux démons.
- Bolivie : Une journée de furie raciste à Sucre.
- Cologne : mobilisation contre un rassemblement de l'extrême droite.

2009

- Extrême droite française et guerre à Gaza : applaudissement pour les opérations militaires d'Israël, neutralisme nationalisme, offensive pour le négationnisme et la banalisation de la Shoah, les nationalistes-révolutionnaires et les « rouges-bruns » pour un combat en apparence pro palestinien.
- Grève dans les raffineries en
- Grande-Bretagne : une division qui profite au patronat.
- L'extrême droite française et ses homologues italiens.
- Elections Européennes : la campagne FN à un mois du 7 juin.
- Le FN après les élections d'Hénin-Beaumont, Perpignan et tout le reste.
- L'Extrême droite s'intéresse à l'écologie : Pollution dangereuse !

2010

De nouveaux bulletins paraissent mais également une brochure.

- Le FN n'a rien à faire aux portes des entreprises.
- Appel à la mobilisation contre l'extrême droite et la haine à Lyon : manifestation unitaire le samedi 10 avril, place Bellecour.
- Le conflit sur les retraites vu de l'extrême droite.

Déc. 2010 VISA édite ce livre et lance un appel de syndicalistes contre la politique xénophobe du gouvernement et les idées du FN avec notamment une pétition papier intitulée «Mobilisation et vigilance !»



Nombreuses sont les organisations syndicales qui participent au collectif Droits Devant !! et mènent la campagne «Stop au racket sur les cotisations sociales des travailleurs sans-papiers, non à l'injustice fiscale»

Le 28 mars 2011, des milliers de syndicalistes de la CGT se rassemblent devant le siège de leur organisation syndicale. Fabien Engelman, adhérent du même syndicat, y est convoqué pour s'être présenté sur des listes FN aux élections cantonales. Une stratégie de «l'outing syndical» qui va devenir de plus en plus courante durant la période. La CGT va exclure Engelman et va le faire savoir, réaffirmant l'incompatibilité entre le syndicalisme et l'extrême-droite.



A large crowd of people is gathered for a demonstration or protest. Many individuals are holding red flags, some of which feature the CGT (Confédération Générale du Travail) logo. The scene is set in an urban environment with buildings and trees in the background. The overall atmosphere is one of a significant public gathering.

2011

2012

L'année 2011 est marquée par l'arrivée au pouvoir à la tête du FN de Marine Le Pen. Une stratégie de démagogie sociale est mise en place et les incursions sur le terrain syndical et dans le monde du travail se multiplient. C'est notamment le cas avec les «outing syndicaux» qui consistent à débaucher des syndiqués pour les placer sur des listes électorales FN.

Les publications de VISA témoignent de cette situation :

- Le FN de Marine Le Pen reste le pire ennemi des salariés.
- Le Front...Syndical : exclusion et retrait des mandats dans les syndicats CGT, CFDT, Solidaires, UNSA et FO, des militants frontistes.
- 18 juin : Syndicalistes et antifascistes : un débat prometteur.

Le 18 juin 2011, se tient justement une nouvelle réunion nationale de syndicalistes à l'appel de VISA : CGT (chimie et éducation), CFDT (CGTE), Cheminots, SGEN, Solidaires (SUD Rail, SUD CT, SNUI SUD Trésor, FSU (droits et libertés, SNUipp, pôle emploi, SNERS-PJJ), CNT, CADAC, LDH, Mémorial 98, les Editions Syllepse. Toutes ces organisations abordent lors de tables rondes de

de multiples problèmes:

- Les réponses syndicales sur les questions économiques et sociales pour endiguer la démagogie frontiste.
- Le nécessaire soutien syndical aux travailleurs migrants,
- La question du communautarisme et de la laïcité, et leur instrumentalisation par le FN. La stratégie frontiste par rapport aux syndicats : simple entrisme ou recrutement « idéologique ».
- La complémentarité entre la dénonciation des idées du FN et de la politique Sarkozy/Fillon avec ses lois liberticides et discriminatoires.

L'année 2012 est marquée, quant à elle, par les élections présidentielles.

A la suite des élections présidentielles de 2012, VISA tire encore la sonnette d'alarme car les résultats montrent notamment que :

- 3% des inscrits se déclarant proches de la FSU ont voté MLP.
- 4% des inscrits se déclarant proches de Solidaires ont voté MLP.
- 9% des inscrits se déclarant proches de la CGT ont voté MLP.
- 11% des inscrits se déclarant proches de CFE-CGC ont voté MLP.
- 15% des inscrits se déclarant proches de CFTC ont voté MLP.
- 16% des inscrits se déclarant proches de l'UNSA ont voté MLP.
- 25% des inscrits se déclarant proches de FO ont voté MLP.
-



Publication d'un argumentaire syndical contre le programme du FN aux élections présidentielles de 2012.

VISA organise des formations à la demande des syndicats axées sur la dénonciation du programme anti-social du FN et sur l'histoire de l'extrême droite. (voir récapitulatif en fin de brochure)

Ces formations existent depuis 1999 mais se développe à partir 2012 : Les thèmes peuvent être différents :

- Historique et actualité de l'extrême droite et son rapport au monde du travail en France.
- Décryptage du programme économique et social du Front National.

- Comment combattre syndicalement le FN et l'extrême droite (exemples concrets et perspectives).
- L'extrême droite et l'immigration
- L'extrême droite et les droits des femmes et des homosexuel-le-s.
- L'extrême droite en Europe et le cas grec.
- Le FN et l'École.
- Les réseaux antisémites et complotistes de Dieudonné-Soral.

Le 20 Octobre 2012, VISA organise une autre journée-débat intersyndicale dont le programme est :

- Le syndicalisme face à l'extrême droite.
- FN et droites extrêmes.
- La crise économique et l'extrême droite.
- Débat sur la coordination des associations et des syndicats contre l'extrême droite.

Sur le site de VISA différents articles sont mis en ligne comme :

- ▶ Pétroplus : Le FN au service du patronat.
- ▶ Monsieur Guéant, l'escorteur de Marine.
- ▶ « Préférence nationale » ou « priorité nationale » : un projet raciste.
- ▶ Social, emploi, pouvoir d'achat, poudre aux yeux et mise au pas.
- ▶ Les députés FN à l'assemblée nationale de 1986 à 1988, rappel de leurs votes antisociaux.
- ▶ Tunisie, solidarité face aux milices antisyndicales
- ▶ Non à la convention identitaire à orange !
- ▶ Tous à Hellemmes le 30 octobre pour barrer la route aux fascistes.

Le 5 juin 2013, Clément Méric, jeune syndicaliste de Solidaires étudiant.e.s et militant de l'AFA Paris-Banlieue est assassiné par des fascistes dans les rues de Paris. Une mort de plus à mettre à l'actif de l'extrême droite. Depuis, une manifestation est organisée chaque année pour demander justice: «Ni oubli, Ni pardon !»



2013

/ 14

L'activité de VISA continue, elle participe à 20 formations syndicales ou intersyndicales ainsi qu'à 20 interventions ou débats.

Elle crée la CONEX (Coordination Nationale contre l'Extrême Droite) qui appelle à l'action avec le monde du travail, contre l'extrême droite pour le 1er mai 2013.

Le 5 juin survient l'assassinat de Clément Méric, syndicaliste étudiant et militant antifasciste. Le 22 juin une manifestation est organisée avec pour slogan: **«Le fascisme tue. Ensemble combattons le».**

Les assises de la CONEX ont lieu aussi en juin. Elles conduiront à un appel pour une manifestation à Lyon. Après les assises contre l'extrême droite les 28 et 29 juin après trois réunions de préparation du week-end de mobilisation face au congrès du FN à Lyon les 29 et 30 novembre, l'appel «Unir et agir contre l'extrême droite» recueillera soutiens et signatures. Un tract « grand public » sera également en ligne sur le site de VISA.



Affiche de la manifestation suite à l'assassinat de Clément Méric.



Affiche de la manifestation contre le congrès du FN à Lyon. Des manifestants de la France entière sont attendus

Unir et agir face à l'extrême-droite - juin 2013

[extraits]

Réunis en assises les 28 et 29 juin 2014 à l'initiative de la Conex (Coordination Nationale contre l'Extrême droite), nos collectifs, associations, syndicats et organisations, qui sont engagés de longue date contre les idéologies d'extrême droite dont le FN est le porte-parole électoral, déclarent : Alors qu'une quinzaine de villes sont dirigées par l'extrême droite et que les présidentielles de 2017 sont un objectif majeur pour le FN, Alors que les idées d'extrême droite gangrènent la société, Alors que les actes de violence des groupuscules fascistes se multiplient, Alors que la situation économique et sociale s'aggrave à travers toute l'Europe, Alors que la jeunesse peine à trouver l'espoir en de jours meilleurs, Nous appelons toutes les forces antifascistes, quel que soit leur champ d'intervention et à hauteur de leurs moyens, à s'unir et agir face à l'extrême droite. Faire barrage à l'extrême droite passe aussi par la lutte contre l'austérité, par le dépassement de la crise du capitalisme et par une juste répartition des richesses. Mais il faut déjà s'opposer farouchement et directement aux agissements de ses membres, de ses élu-es et de ses organisations :

1. Dans la continuité de leurs activités, nos collectifs, associations, syndicats et organisations s'engagent à mettre en commun leur surveillance des villes occupées, des conseillers municipaux d'extrême droite. Nous dénoncerons aussi les porosités entre l'extrême droite et une partie du champ politique,

2. Nous produirons du matériel militant commun et identifié, valoriserons les ripostes unitaires,

3. Nous nous engageons également à relayer les actions antifascistes aux niveaux européen et international, à mieux connaître les agissements des groupes

d'extrême droite à travers le monde pour mieux les dénoncer, à faire vivre la solidarité internationale antifasciste,

4. Nous nous adresserons particulièrement aux jeunes générations pour qu'elles se réapproprient et perpétuent le combat contre l'extrême droite. Cela nécessite d'être plus à leur écoute, de moderniser nos discours, d'aller à leur rencontre dans les quartiers populaires, les campagnes, les lycées et de mieux démasquer et démystifier Soral, Dieudonné, les Identitaires et tout groupe d'extrême droite. Les ripostes que la jeunesse met déjà en œuvre doivent être mieux connues,

5. Parce que la rue est un lieu d'expression populaire historique, nos collectifs, associations et organisations mettront tout en œuvre pour ne plus laisser les fascistes y parader librement,

6. Nous nous engageons à soutenir les victimes de l'extrême droite et plus généralement à raviver l'espoir par la lutte antifasciste,

7. Pour s'opposer au FN et pour démontrer l'ampleur des résistances aux idées réactionnaires, racistes, antisémites, islamophobes, sexistes, homophobes, nationalistes et identitaires, nos collectifs, associations, syndicats et organisations appellent à Multiplier de septembre à novembre les initiatives locales contre l'extrême droite pour préparer le week-end des 29 et 30 novembre à Lyon (...).

FACE AU CONGRES DU FN A LYON, POUR L'EGALITE DES DROITS, POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITE : MANIFESTATION / CONCERTS / FORUM SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 NOVEMBRE A LYON !

L'année 2014 marque la publication d'une nouvelle brochure mais également la création de VISA 13, première déclinaison locale de VISA.

En janvier 2014, une nouvelle brochure est imprimée, intitulée barage syndicale antifasciste. Elle évoque les chartes d'action municipale du FN, les régions cibles, la nécessité d'un front syndical pour s'y opposer ainsi qu'une retrospective sur les villes FN des années 1990.



Couverture de la brochure de VISA, principalement orientée sur le danger FN à l'occasion des différentes échéances électorales.

En février 2014, VISA 13, première déclinaison départementale de VISA est officiellement créée autour d'une équipe syndicale composée de militants de SOLIDAIRES, de la CGT et de la FSU de Marseille et de Vitrolles. Dès le début, plusieurs organisations syndicales adhèrent au projet. Elles seront rapidement rejointes par des camarades de la CNT-SO.

Un premier collectif composé de militants de la CGT, de SOLIDAIRES et de la FSU se constitue avec pour objectif la création d'un VISA 13. La réunion de lancement aura lieu à Vitrolles le 15 février 2014 et rassemblera plus de 40 syndicalistes. C'est à cette occasion qu'un texte fondateur sera publié. Très rapidement, les camarades de VISA 13 enchaînent les formations de formateurs afin de pouvoir participer au travail de déconstruction du programme et des discours de l'extrême-droite. Plusieurs initiatives sont prises pour rencontrer les différentes organisations syndicales et élargir son champ d'action. De nombreuses sections syndicales demandent l'intervention de VISA 13 à l'occasion de congrès ou de réunions d'instances afin de découvrir son travail et de sensibiliser les camarades de leurs organisations à la question de l'Extrême-droite.

A chaque échéances électorales des analyses sont produites sur les résultats électoraux du FN dans les Bouches-du-Rhône et en PACA.

Ces résultats sont remis en perspective par rapport aux chiffres nationaux.

Après les dernières élections municipales, VISA 13 apportera sa contribution aux chroniques «Lumières sur mairies brunes» et multipliera les argumentaires et les analyses à destination des salariés du département.

Au delà de ce travail, VISA 13 a, depuis sa création, participé ou impulsé des manifestations et des événements unitaires contre l'extrême-droite. En 2015 par exemple, VISA 13 est à l'initiative du collectif «toutes et tous uni.e.s contre le FN et toute l'extrême-droite». Après des mois de travail, une grande journée de lutte contre l'extrême-droite est organisée le 7 juin 2015 au Dock des Suds de Marseille. Plus de 700 personnes ont alors participé aux différents ateliers, au meeting et aux concerts qui s'y sont déroulés toute la journée. Un tel événement unitaire n'avait pas eu lieu depuis bien longtemps sur la question de l'extrême-droite dans le 13. De nombreuses organisations syndicales, associations et partis ont participé à ce succès.

Plus récemment, c'est dans la lutte contre la création des Bastions fascistes dans les villes françaises que VISA 13 s'est illustré. Un large collectif s'est constitué pour contrer l'implantation d'anciens membres du GUD et de l'Action Française.

Ce travail unitaire a abouti à une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes le 24 mars 2018 à Marseille.

2014- 2018: la campagne intersyndicale unitaire contre l'extrême droite.

Ce fut également en 2014 qu'a été lancé **la campagne intersyndicale unitaire contre l'extrême droite** : Dans l'Hérault, en Moselle, puis dans le Vaucluse et dans le Pas de Calais, des centaines de militants syndicaux de la CGT,FSU,SOLIDAIRES,UNEF,UNL et FIDL se sont retrouvés pour faire le point sur la gestion des villes FN dans ces départements. VISA, qui a soutenu avec force toutes ces initiatives-



Affiche de la journée de lutte contre l'ED du 7 juin 2015 aux Dock des Suds

-était présente ainsi qu'à la réunion de bilan d'étape du 31 mai 2018 à Paris.

VISA 83 et 34

Depuis VISA 13 d'autres VISA départementaux sont en construction. **VISA 83** est en construction depuis 2015, et participe à la Codex 83 (COordination Départementale contre l'Extrême Droite) qui regroupe de nombreux syndicats, partis et associations du Var et a organisé plusieurs réunions publiques ainsi qu'une manifestation contre l'extrême droite qui prétendait s'opposer à l'arrivée de migrants à Pierrefeu en 2017. L'association intersyndicale **VISA 34** se réunit depuis plusieurs mois avec pour objectif de construire une riposte face à la politique et la gestion de la municipalité de Béziers dirigée par Robert Ménard et face à la montée de l'extrême droite dans tout le département.

En 2018, s'organisent partout en France des manifestations contre l'ouverture de «bastions fascistes» dans de nombreux centre-villes français. C'est le cas ici, à Marseille le 24 mars 2018. VISA 13 a été particulièrement impliqué dans l'animation d'un collectif large de syndicats, d'organisations politiques et d'associations.



2015

118

**VILLE SOLIDAIRE
L'EXTRÊME DROITE
CONTRE LE FASCISME
POUR LE PROGRES SOCIAL
ET L'EGALITE DES DROITS**



En 2015, VISA commence à publier la première compilation de ses chroniques «Lumières sur mairies brunes». Tous les trimestres, ces chroniques font l'état des lieux des municipalités occupées par l'extrême-droite.

Le premier tome, édité chez Sylespe, résume l'année 2014 :

- **De mars à avril 2014** : Les premiers pas symboliques de l'extrême Droite au pouvoir.
- **De juillet à octobre 2014** : chassez le naturel du FN, il revient au galop.
- **De novembre 2014 à février 2015** : la liste des méfaits des maires d'Extrême Droite s'allonge.
- **De mars à juin 2015** : Les masques tombent et retombent.

C'est aussi l'année qui voit la publication de nombreux dossiers à thème comme par exemple :

N°1: FN et lois Macron/Rebsamen: opposition de façade sur fond nationalistes

Quelques articles sont publiés sur notre site. Les contributions de VISA 13 et de VISA 83 y sont en bonnes places:

- Charlie-Berté : libérons l'information !
- Des fiches thématiques pour combattre les « théories du complot. »
- Dans le Nord / Pas de Calais / Picardie, lutter contre le FN avec humour mais sérieusement.
- Départementales 2015 : analyse des résultats en région PACA.
- Marseille mobilisée contre l'université d'été du FN.
- Coordination Varoise contre l'extrême Droite : ne donnons pas la région au FN !



Tome 1, des chroniques de VISA «Lumière sur mairies brunes», publié en 2015.

2016

En 2016, VISA publie un nouveau fascicule/argumentaire qui se veut être un des éléments utiles à la lutte contre la montée des idées fascistes dans nos société en crise. On y trouve l'analyse du fonctionnement du FN sur la Loi travail, un chapitre consacré aux orientations du FN en matière d'éducation, la gestion municipale des villes gérées par l'extrême droite sur la période du premier semestre 2016, les premières annonces du programme électoral du parti fasciste sont décortiquées et assorties de réponses syndicales.

VISA organise cette même année le salon du livre antifasciste le 30 avril et participe en octobre à une formation intersyndicale de la région parisienne et intitulée : **Extrême(s) droite(s) contre l'éducation.**



Plusieurs nouvelles affiches à la disposition des organisations syndicales qui le souhaitent sont éditées.



Appel de VISA « Pour l'unité syndicale face à l'extrême droite » déc - 2016

La situation a rarement été aussi grave depuis février 1934 et les défilés de ligues fascistes. Comme à cette sombre époque, les organisations d'extrême droite tentent d'occuper la rue et la parole raciste se libère de plus en plus.

Les identitaires manifestent contre la construction de mosquées, agressent des musulman-es et des militant-es progressistes ; les intégristes catholiques défilent contre l'égalité des droits ; le Front national organise une campagne de manifestations contre l'accueil des réfugiés ; des groupuscules d'extrême droite en profitent pour dégrader des Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) où les réfugiés sont hébergés...

Dans les villes qu'elle occupe, l'extrême droite mène une politique antisociale, anti immigré-es et antisyndicale. Dans son programme électoral soi-disant économique et social, le FN courtise le petit patronat français, divise la classe ouvrière entre français et étrangers, entre chômeurs et salarié-es, et il instrumentalise la laïcité contre les musulman-es. De plus, le FN est le seul parti politique à vouloir supprimer notre syndicalisme pour réinstaurer corporatisme et paternalisme.

Pourtant, les intentions de vote pour le FN progressent et confirment une « extrême droitisation » d'une partie de la population, ce qui s'oppose à notre vision solidaire et égalitaire de notre société.

Cela dit, des ripostes à ce climat délétère s'organisent : Collectifs de vigilance dans les villes occupées, sites Internet antifascistes, collectifs de soutien aux réfugiés, initiatives intersyndicales délocalisées depuis le 29 janvier 2014, formations syndicales, livres, bandes dessinées...

VISA prend sa part dans ce travail (publications de brochures, formations, interventions dans les instances syndicales, articles d'analyse sur visa-isa.org...) et relaie les analyses et réactions syndicales face aux agissements de l'extrême droite.

Nous considérons qu'il faut franchir ensemble un palier supplémentaire à l'approche des élections présidentielles et législatives. Comme en 1934, le syndicalisme doit s'unir face à l'imposture sociale et électorale de l'extrême droite en expliquant clairement et concrètement aux salarié-es que le FN demeure leur pire ennemi.

Réunies en assemblée générale le 3 décembre, les membres de VISA, représentant une cinquantaine de structures syndicales de la CGT, de SOLIDAIRES, de la FSU, de la CFDT, de la CNT et le Syndicat de la Magistrature, appellent à renforcer l'unité syndicale pour faire barrage aux idées d'extrême droite, dans les têtes, dans la rue et dans les urnes.

Puisqu'il est urgent de réunir nos forces et de le faire savoir, nous proposons la tenue d'une réunion le samedi 4 février après-midi à Paris pour débattre de :

- nos actions en direction des salarié-es et, plus largement, de l'opinion publique - nos ripostes unitaires en plus des initiatives déjà prévues*
- nos modalités d'intervention dans la campagne électorale*

Pour poursuivre la riposte, VISA coorganisera un salon du livre antifasciste avec débats le 1er avril 2017, ouvert à toutes les organisations qui travaillent le terrain de la lutte contre l'extrême droite.

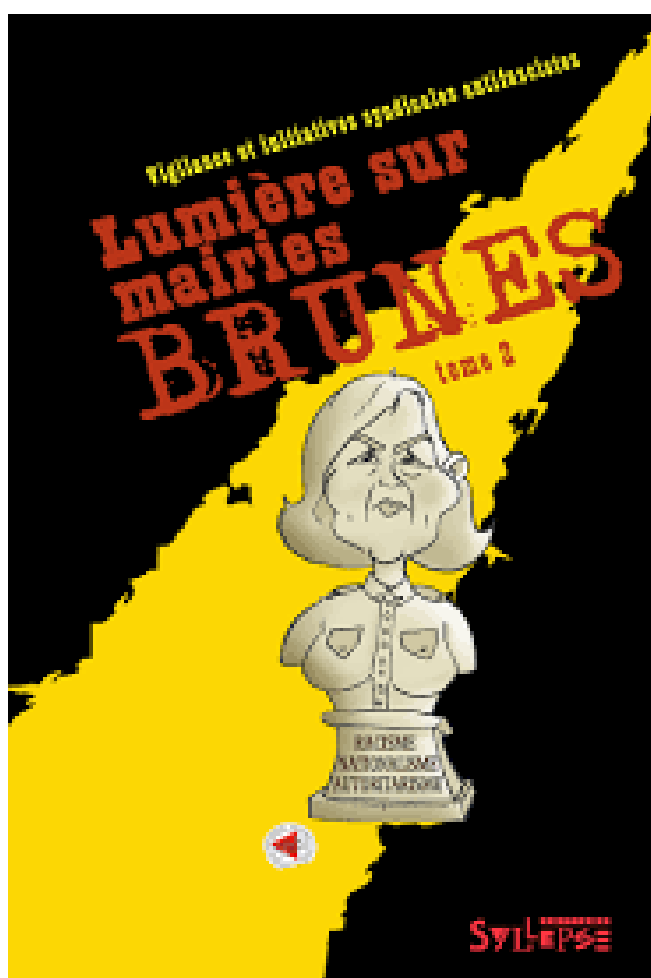
L'heure est plus que jamais à l'unité, construisons là ensemble dès maintenant.

2017

C'est la parution du tome 2 de «Lumières sur mairies brunes». Deux nouveaux dossiers sont également réalisés:

N°2 - FN et école: Les 100 propositions du collectif Racine

N°3 - Les nouveaux députés FN : Parcours et discours



Dans ce tome 2, poursuite du recensement des faits et méfaits de l'Extrême-droite dans les quinze villes occupées. L'ouvrage comporte aussi une « Boîte à outils » qui permet de manifester sa vigilance et d'étoffer ses arguments pour contrer les discours haineux et mensongers.

2018

L'année 2018 est pour VISA une année de bilan. Les formations et les interventions débats effectuées auprès de syndicalistes des 4 coins de la France, témoignent de notre activités.

Formations	Interventions
2012 - 5	2012 - 4
2013 - 8	2013 - 20
2014 - 20	2014 - 40
2015 - 9	2015 - 30
2016 - 14	2016 - 18
2017 - 19	2017 - 30
2018 - 13	2018 - 7

Formations syndicales antifascistes

proposées par VISA

VISA organise régulièrement des journées de formation à l'intention des équipes syndicales qui en font la demande. Ces interventions sont gratuites (*hors frais de déplacement*)

Au programme :

- Historique et actualité de l'extrême droite et son rapport au monde du travail en France,
- Décryptage du programme économique et social du Front national,
- Comment combattre syndicalement le FN et l'extrême droite (exemples concrets et perspectives).

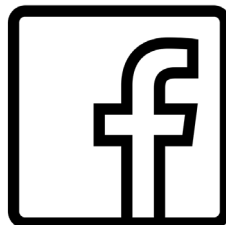


Programme des formations proposées par VISA depuis octobre 2017

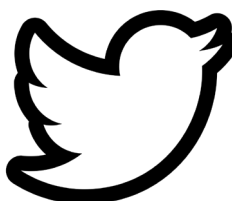
www.visa-isa.org



association visa



@aasovisa



assovisabis@gmail.com



Septembre 2018

Soutien 2€